

DOUANES NATIONALES

70 éléments exclus ont été réintégrés sur décision de justice

Le directeur général des Douanes algériennes, Mohamed Abdou Bouderbala a présidé, hier mercredi, la sortie d'une nouvelle promotion de l'école des officiers de brigades des Douanes de Hadjar-Eddis (Annaba). Cette promotion, la dixième, compte 166 éléments dont 24 filles et 4 Nigériens.

Dans un point de presse, M. Bouderbala qui était accompagné à l'occasion par le wali de Annaba indiquera qu'une majorité des nouveaux promus algériens viendront renforcer la surveillance des frontières.

Ils feront ce travail en coordination avec les autres corps de sécurité nationaux, a précisé la même source. A une question sur la réintégration des douaniers



Abdou Bouderbala, DG des Douanes algériennes.

exclus de ce corps et ayant bénéficié d'une décision de justice à cet effet, le DG des douanes affirme qu'il a actuellement à son niveau deux cas uniquement qui

doivent être réglés prochainement.

Pour sa part, le Directeur de l'administration générale (DAG) des Douanes, Djazouli

Boudjaltia, présent à Annaba lors de la sortie de cette promotion annoncera le règlement de plus de 70 cas blanchis par la justice et dont les dossiers ont fait l'objet d'une étude de la commission paritaire nationale.

Avec un effectif total de 20 000 éléments, le corps des Douanes, ayant à surveiller, principalement, une frontière longue de six mille kilomètres, reste insuffisant, estime le DAG pour qui, ce chiffre doit être porté à 30 000 éléments dans les prochaines années.

Pour une surveillance efficace, notamment aérienne, de cette longue bande frontalière, la même source a annoncé l'utilisation prochaine d'hélicoptères. Ça se fera à travers une commande globale de ce type d'appareils au profit aussi bien des corps de la Police, de la Gendarmerie que

des Douanes. Pour sa part, l'attaché de presse du DG des douanes nous informera de la saisie, entre autres des trafics transfrontaliers, de 2,6 tonnes de kif en majorité à la frontière ouest du pays, depuis le début de l'année en cours.

A. Bouacha

PROTESTATION DU PERSONNEL

DE L'EGSAO Un sit-in aura lieu aujourd'hui à l'aéroport d'Oran

Après un premier sit-in de protestation tenu lundi dernier par les travailleurs des Etablissements de gestion des services aéroportuaires de l'Ouest (EGSAO), au niveau de la direction centrale, et qui a rassemblé plus de 3 00 travailleurs mécontents, l'on saura qu'un second sit-in sera observé aujourd'hui, à partir de 16h, à l'aéroport d'Oran, même si au départ il avait été décidé lors de l'AG des sit-in hebdomadaires tous les lundis.

Selon le représentant syndical, une plateforme de revendications, comprenant 14 points, a été remise à la direction générale. Des revendications, nous dit-on, négociables en raison, d'une part, de la bonne santé financière de l'entreprise et, d'autre part, des challenges qui l'attendent et dont la concrétisation doit s'appuyer sur tout le collectif des travailleurs.

Outre les points mentionnés dans la plateforme de revendications, le personnel dénonce les mesures «arbitraires», qui ont été prises à l'encontre des cadres de l'entreprise, écartant ces derniers, malgré leurs compétences avérées, du centre décisionnel.

Le personnel dénonce également «l'asphyxie» du département de communication, incapable désormais de travailler dans la norme, et cela du fait, disent-ils, «que sa première responsable est aussi déléguée au personnel, qui siège au sein de l'instance dirigeante».

Les protestataires réclament également le départ de l'actuel DG, «qui ne répond jamais présent à l'invitation de dialogue du syndicat», dit-on.

Devant le refus de dialogue de la part de la direction, les protestataires ont alors décidé d'un sit-in pour aujourd'hui tout en assurant le service minimum, nous dira un représentant du syndicat.

A. B.

ILS ESTIMENT QUE LE WALI DÉLÉGUÉ D'EL HARRACH N'A PAS TENU SES PROMESSES

Les habitants de la cité Dessolier en colère

Ils étaient des centaines de jeunes de la cité Dessolier, dans la commune de Bourouba, à investir hier matin la route de Blida menant du centre-ville d'El Harrach vers Semmar, mettant ainsi le feu à l'aide de pneus usés avant de bloquer les rails de chemin de fer de la région.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Tout a commencé vers 8h30 du matin lorsqu'une trentaine de personnes se sont pointées devant le siège de la daïra d'El Harrach demandant audience auprès du wali délégué.

Mais cette fois-ci, les habitants de Dessolier qui estiment l'heure grave et qui exigent la priorité dans la prochaine opération de relogement, ont insisté à ce que le wali délégué les reçoivent tous et non pas une délégation de six personnes. Après quarante minutes d'attente, ces derniers ont fini par perdre patience et rebrousser chemin.

A leur retour au quartier, la nouvelle a vite circulé et les jeunes gens de Dessolier n'ont pas tardé à investir la route de Blida menant du centre-ville d'El Harrach vers El Semmar. Bloquant ainsi le passage avec

de grosses pierres et des troncs d'arbres, mettant le feu à l'aide de pneus usés et autres débris, les émeutiers ont ensuite investi les rails de chemin de fer obligeant deux trains, l'un en provenance de Blida et l'autre du centre-ville d'El Harrach qui arrivaient sur les lieux à l'instant même, à faire demi-tour.

Mais le fait marquant, c'est qu'à aucun moment il n'y a eu d'affrontements entre les quelques policiers présents sur place et les émeutiers. D'ailleurs, la police anti-émeute n'a pas jugé nécessaire de quitter sa caserne.

L'arrivée du chef de la Sûreté de daïra d'El Harrach un peu plus tard, qui a proposé aux habitants du quartier de désigner des délégués pour aller rencontrer le wali d'Alger a fini par calmer les esprits. Vers 11h45, les émeu-

tiers se sont retirés avant de dégager la route.

Pour rappel, la cité Dessolier, un quartier transitaire colonial comportant quatre blocs qui ont connu à travers le temps des extensions anarchiques, compte actuellement plus de 750 familles.

«Depuis la campagne électorale de Zeroual en 1994 et jusqu'à ce jour, l'Etat n'a pas cessé de nous faire promesse sur promesse sans qu'il y ait quelque chose de concret. Lors de notre dernière émeute en novembre 2010, les autorités locales nous ont promis de bénéficier de logements dans le cadre du programme d'éradication de l'habitat précaire et nous patientons toujours. L'APC de Bourouba a récemment publié la liste des bénéficiaires de logements sociaux et nous n'avons pas réagi, car ils nous ont expliqué que nous serons relogés tous à la fois prochainement. Mais il y a quelques jours, on nous a fait savoir au niveau de la daïra d'El Harrach que seulement 200 familles de

notre cité seront bénéficiaires dans la prochaine opération de relogement et que les autres devront attendre encore. Chose que nous refusons catégoriquement car le wali délégué d'El Harrach nous a promis de nous faire reloger tous à la fois», dira un groupe de protestataires interrogé sur les lieux.

Finalement, la délégation a été reçue vers 14 h 30, par un conseiller du wali d'Alger, qui a promis de transmettre leurs doléances au premier responsable de la capitale qui saisira à son tour le wali délégué d'El Harrach pour prendre les dispositions appropriées.

«Ce médiateur qui nous a reçus a eu au moins le mérite de nous dire la vérité. Apparemment, il y a un problème de disponibilité de logements, et la wilaya procédera à notre relogement par tranches au fur et à mesure que les chantiers seront livrés», dira un des délégués contacté en fin d'après-midi par téléphone.

M. M.

SIT-IN DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

Ils revendiquent leur intégration

Les enseignants contractuels exclus de la décision d'intégration en mars dernier ont observé, hier, un sit-in, à Alger. Ils revendiquent leur intégration au même titre que les 18 000 enseignants déjà touchés par cette mesure.

Les enseignants contractuels exclus de l'intégration reviennent à la charge. Ils exigent leur intégration au même titre que les 18 000 enseignants titularisés en mars dernier.

Une intégration arrachée, pour rappel, après plus de deux semaines de protestation devant la présidence. La décision n'a touché

que les enseignants en poste vacant en date du 28 mars dernier. Une note qui a suscité la colère des enseignants qui n'ont pas pu décrocher de postes durant l'année scolaire écoulée. Ces derniers estiment qu'ils doivent bénéficier eux aussi de l'intégration vu «les années d'expérience qu'ils ont cumulées».

«Nous n'étions pas en poste durant l'année scolaire écoulée, cela n'explique pas que nous ne devrions pas être touchés par la décision d'intégration car nous avons des années d'expérience», expliquent-ils.

Le ministre de l'Education nationale avait déclaré il y a près de quinze jours devant l'APN, lors d'une séance plénière, que l'en-

semble des enseignants contractuels, au nombre de 30 000, seront titularisés durant la prochaine rentrée scolaire.

Une commission conjointe (Fonction publique et ministère des Finances) a été mise en place pour examiner les modalités de titularisation. Cette décision a certes satisfait les concernés qui dénoncent, toutefois, sa non-application sur le terrain.

Les exclus de l'intégration ont observé, hier, un sit-in devant la Maison de la presse Tahar-Djaout, à Alger. Ils revendiquent leur intégration à travers l'application sur le terrain des promesses du ministre de tutelle.

S. A.